

Bruxelles, le 9.12.2022  
C(2022) 9472 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 9.12.2022**

**relative au financement de la mesure de soutien annuelle en faveur de la République  
d'Haïti pour 2022**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 9.12.2022

## relative au financement de la mesure de soutien annuelle en faveur de la République d'Haïti pour 2022

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup> (ci-après dénommé « instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde » ou « règlement (UE) 2021/947 du 9 juin 2021 »), et notamment son article 24, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action « Mesures d'Appui au Partenariat UE – Haïti (MAP) » il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) L'action contribue à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027<sup>4</sup>, qui établit les priorités suivantes : renforcement de la gouvernance démocratique, économique et financière, développement humain, et territoires productifs et résilients.

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République d'Haïti pour la période 2021-2027, C(2021) 9081 final du 14.12.2021.

- (5) Les objectifs poursuivis par la mesure de soutien à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 programme géographique « Amériques et Caraïbes » consistent à contribuer à la mise en œuvre des stratégies de développement de la République d'Haïti et de son partenariat avec l'UE dans les domaines d'intérêt commun.
- (6) L'action intitulée « Mesures d'Appui au Partenariat UE – Haïti (MAP) » consiste à renforcer et appuyer la mise en œuvre du partenariat de l'UE avec la République d'Haïti, y incluant le travail avec la société civile et la communication stratégique.
- (7) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (8) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (9) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (10) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le Parlement européen et le comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947 de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption,

DÉCIDE:

#### *Article premier*

##### *La mesure de soutien*

La décision annuelle de financement, qui constitue la mesure annuelle pour la mise en œuvre de la mesure de soutien annuelle en faveur de la République d'Haïti pour 2022 présentée en annexe est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante: « Mesures d'Appui au Partenariat UE – Haïti (MAP) », présentée en annexe.

#### *Article 2*

##### *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2022 est fixé à 3 800 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

- (a) ligne budgétaire 14.020141 : 3 800 000 EUR;

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

#### *Article 3*

##### *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles

aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 9.12.2022

*Par la Commission  
Koen Doens  
Directeur général  
Direction générale des partenariats  
internationaux*